

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis • (Page 08)

Joe Biden plaide pour son plan de sauvetage

Joe Biden veut aller vite pour venir en aide aux nombreux Américains touchés par la crise économique et sanitaire ...

Aviation

Boeing promet des avions au carburant sans pétrole

Le géant américain de l'aéronautique entend mettre sur le marché d'ici 2030 des appareils dont l'impact environnemental ... • (Page 08)



Emission obligataire à objectifs de développement durable

• (Page 03)

La BOAD conquiert le marché international



• Serge EKUE, Président de la BOAD

Services des communications électroniques

• (Page 04)

L'ARCEP édicte les nouveaux principes tarifaires applicables

District Autonome du Grand Lomé

Trois cadres de l'administration en formation à Yaoundé

Dans le cadre d'une formation organisée par l'Agence Française de Développement (AFD) à Yaoundé au ... • (Page 04)

Entreprises

Inauguration des bureaux annexes du CNP-Togo

La Cheffe du Gouvernement togolais, Victoire Toméah-Dogbé, a inauguré les bureaux du futur siège annexe ... • (Page 02)

Entrepreneuriat

Stimuler les femmes entrepreneurs africaines

Un nouveau rapport de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) montre que combattre ... • (Page 06)

Togo / Vaccin anti-covid-19

Mise au point du gouvernement

Depuis quelques temps, de fausses informations sur la vaccination contre la COVID-19 circulent sur les réseaux sociaux et créent la peur et ... • (Page 11)

REJOIGNEZ L'AVENIR

MOOV TOGO DEVIENT MOOV AFRICA

Moov Africa

Entreprises

Inauguration des bureaux annexes du CNP-Togo

La Cheffe du Gouvernement togolais, Victoire Tomégah-Dogbé, a inauguré les bureaux du futur siège annexe du Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) ce jeudi 21 janvier 2021 à Lomé.



• Coupure du ruban symbolique

• Bernard AFAWOUBO

L

ogé dans la cité OUA, sur le boulevard Gnassingbé Eyadéma, les bureaux annexes du futur siège du Conseil National du Patronat du Togo ont été inaugurés ce jeudi 21 Janvier 2021 par Madame Victoire Tomégah-Dogbé, Premier Ministre du Togo. En effet depuis sa création en 1963, c'est en cette année 2021 que le Conseil National du Patronat du Togo s'installe dans ses propres locaux après l'acquisition du terrain et 7 ans après la pose de la première pierre le 08 Janvier 2013. D'un coût global de 154 Millions FCFA, l'infrastructure servira de siège au patronat togolais et de domiciliation pour la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FO-PAO). La réalisation de ce projet a été possible grâce à l'appui financier de la Banque

togolaise pour le commerce et l'industrie (BTCl). Selon « République Togolaise », le nouveau bâtiment sert pour le moment d'annexe jusqu'à l'érection de l'immeuble principal. Laurent Tamegnon, Président du Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) n'a pas manqué de manifester sa joie « Nous sommes à présent fiers d'être parvenus à réaliser l'un de nos plus chers rêves, rejoindre nos propres locaux. Comme un oiseau resté trop longtemps en cage, nous pouvons à présent accéder au grand espace pour mener nos activités et améliorer notre visibilité. Nous pouvons à présent nous libérer du diktat des propriétaires », a-t-il indiqué. A l'origine, le siège du Patronat était situé dans les locaux de la Chambre du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie du Togo

(CCAIT). Par la suite, il s'est doté d'un siège autonome sur l'avenue Duisbourg actuelle Avenue Nicolas Grunitzky en face de la Mairie de Lomé, siège qui a été transféré successivement sur le Boulevard du Mono et au quartier Tokoin Casablanca. Pour Kayi Mivedor, ministre chargé de la promotion de l'investissement, ce bâtiment va renforcer l'action les relations entre le CNP et le gouvernement. Pour rappel, le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo) a pour but d'organiser les différentes organisations professionnelles qui sont composantes, de défendre leurs intérêts collectifs et individuels et du secteur privé en général conformément aux objectifs définis. Lancés depuis 2013, les travaux du bâtiment n'ont effectivement commencés qu'en juillet 2020.

AUX DÉCIDEURS ...
La bataille des vaccins ...

La lutte contre la COVID-19 franchit une nouvelle étape avec la disponibilité des vaccins. Ainsi, les premiers vaccins contre la COVID-19 ont commencé par à être déployés dans les pays.

Ce qui conduit à la signature de contrats qui se multiplient un peu partout pour s'assurer un accès à un vaccin anti COVID-19. Et, les pays africains ne sont pas du reste dans cette bataille pour l'accès aux vaccins.

Le continent entend jouer des coudes face à la concurrence des pays riches, qui ont déjà préempté une grande partie des doses prévues par les laboratoires, selon le journal, Le Monde pour qui L'Afrique a décidé de prendre les devants pour sécuriser son approvisionnement en vaccins contre le Covid-19.

La présidence de l'Union africaine (UA) a annoncé, mercredi 13 janvier, que des contrats pour l'acquisition de 270 millions de doses avaient été signés avec les laboratoires Pfizer, Johnson & Johnson et AstraZeneca.

Quelque 50 millions de doses pourraient être livrées entre avril et juin. L'accord a pu être conclu grâce à la garantie financière apportée par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank).

Selon le Global Health Innovation Center (GHIC) de l'université Duke (Etats-Unis), 12,5 milliards de doses de vaccins (7 milliards de manière ferme et le reste sous forme d'options) avaient été préemptées à la date du 8 janvier par des gouvernements, tandis que Covax, le dispositif international créé pour mutualiser l'achat de vaccins et assurer une répartition équitable entre tous les pays, ne pouvait prétendre qu'à 2 milliards de doses. Le Canada a acheté de quoi vacciner cinq fois sa population, les Etats-Unis quatre fois, et l'Union européenne trois fois. « Cela aboutit à une réduction du gâteau pour les pays pauvres ou à revenus intermédiaires, alors que les modèles montrent qu'il n'y aura pas assez de vaccins pour couvrir la population mondiale avant 2023-2024, commentaient les chercheurs du GHIC.

Les pays africains dépendaient presque tous totalement de Covax pour prendre leur tour dans la vaccination mondiale. Cette initiative, pilotée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Alliance du vaccin (GAVI) et la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI), doit assurer la fourniture gratuite de vaccins à 92 pays parmi les moins avancés ou à revenus intermédiaires, de manière à couvrir 20 % de leur population d'ici à la fin de 2021.

Mais pour atteindre ses objectifs cette année, Covax, dont les besoins s'élèvent à 8,5 milliards de dollars (7 milliards d'euros), doit encore trouver 6 milliards. Il y a bon espoir cependant que la subvention de 4 milliards de dollars accordée par les Etats-Unis à GAVI en décembre 2020 puisse être mobilisée intégralement contre le Covid-19.

La mobilisation pour l'accès aux vaccins en Afrique ne fait que commencer. L'UA s'est fixée pour objectif de couvrir 60 % de la population du continent, soit environ 750 millions de personnes. La première étape franchie avec ces premières commandes laisse encore loin du compte.

Fin novembre 2020, l'Inde et l'Afrique du Sud ont déposé une résolution à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour demander une dérogation à certaines dispositions des règles sur la propriété intellectuelle et ainsi ouvrir la voie à une fabrication à grande échelle et à bas coût de vaccins contre le Covid-19.

La bataille s'annonce rude. En attendant, comme l'a rappelé la directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Moeti Matshidiso : « Le vaccin n'est pas une recette magique. Cela prendra du temps. Revenons à ce que nous savons faire : dépister, isoler, traiter en demandant à chacun de porter un masque et de respecter les gestes barrières. »

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Emission obligataire à objectifs de développement durable

La BOAD conquiert le marché international

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a réalisé avec succès la première émission obligataire à objectifs de développement durable (sustainability bond) du continent africain, vendredi 22 janvier 2021. Sur 4, 4 milliards d'Euros d'intentions venant de 260 investisseurs internationaux, la BOAD a retenu 750 millions d'euros (491 milliards FCFA) avec une maturité de 12 ans à 2,75%.

• Joël YANCLLO

Coup de maître de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) sur le marché financier international. La première émission obligataire à objectifs de développement durable de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) a rencontré un très grand succès auprès des investisseurs internationaux ce vendredi 22 janvier 2021. Cette émission de 750 millions d'euros avec une maturité de 12 ans, a attiré plus de 260 investisseurs internationaux (40% en provenance du Royaume Uni, 40% d'Europe, 17% des Etats-Unis, 2% d'Asie et 1% du Moyen Orient) dont notamment 75% de gestionnaires d'actifs et 21% d'investisseurs institutionnels (Banque, compagnies

d'assurances et fonds de pension). Elle a été sursouscrite 6 fois, avec une demande totale s'élevant à 4,4 milliards d'euros. Ces obligations portent un coupon de 2.75% et un spread de 300 points de base par rapport au taux de marché moyen, MID-SWAP Euro à 12 ans, ce qui représente le taux le plus bas obtenu par la BOAD sur le marché financier international. L'émission entre dans le cadre d'un « Sustainability Bond Framework », engageant la BOAD dans le financement de projets à fort impact social et environnemental. Les ressources financières ainsi mobilisées viennent renforcer la capacité d'action de la BOAD dans les secteurs prioritaires tels que l'agriculture et la sécurité alimentaire, les énergies renouvelables, les infrastruc-



• La BOAD a séduit les investisseurs internationaux

tures de base, la santé, l'éducation et l'habitat social. Cette opération qui s'inscrit dans la vision du plan stratégique DJOLIBA intervient après la nomination en août 2020 de M. Serge EKUE, ancien directeur des activités de financement et d'investisse-

ment pour Natixis à Londres, au poste de Président de la Banque Ouest Africaine de Développement. Le président EKUE a commenté cette opération : « Nous sommes encouragés par le formidable accueil que nous avons reçu des investisseurs.

La très grande qualité du carnet d'ordres et le niveau important de sursouscription témoignent de l'adhésion des investisseurs à la vision de la Banque, et de leur confiance dans les perspectives de croissance et de prospérité de la zone UEMOA ».

A propos de la BOAD

La BOAD est un établissement public à caractère international dont les Etats membres sont le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo et qui a pour objet de promouvoir le développement équilibré des Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest. La Boad est notée « BBB » par Fitch et « Baa1 » par Moody's depuis 2015. A la faveur de ce rating qui classe l'institution parmi les meilleures notes en Afrique, elle a réalisé depuis 2016 trois emprunts obligataires en USD sur le marché financier international pour un montant de USD 2 430 millions.

Gestion publique

Le gouvernement présente sa feuille de route aux PTF

Le gouvernement togolais a présenté, vendredi 22 janvier 2021 à Lomé, sa feuille de route 2020-2025 aux partenaires techniques et financiers (PTF), sous la houlette du Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé.

• Vivien ATAKPABEM

Permettre aux partenaires techniques et financiers (PTF) du Togo, de se familiariser davantage avec la feuille de route gouvernementale pour les cinq prochaines années et de dialoguer avec le gouvernement sur le contenu de ses priorités conformément aux engagements pris par le Togo. C'est dans cette optique que le gouvernement conduit par le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, a présenté aux PTF, sa feuille de route sur la période 2020-2025. Occasion pour les PTF de marquer leur adhésion à cette feuille

de route, tout en saluant la démarche inclusive du gouvernement et en réitérant leur disponibilité à accompagner le pays dans la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation de cette feuille de route. « Cette rencontre va nous permettre d'assurer une meilleure cohérence entre nos programmes et les priorités du gouvernement en nous assurant que le leadership national et les principes de redevabilité sont respectés », a déclaré Damien Mama, coordinateur du Système des Nations-Unies au Togo. Présidant les travaux, Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a salué l'enga-



• Le présidium à l'ouverture de la rencontre

gement des partenaires techniques et financiers aux côtés du gouvernement pour l'atteinte de ses objectifs avant de leur présenter la nouvelle vision nationale. Une vision

intégrée autour des trois axes stratégiques déclinés en dix ambitions pour répondre aux principaux défis du pays. Pour Mme le Premier ministre, « le gouvernement



• Vue partielle des PTF

a inscrit le renforcement de la coopération avec ses partenaires comme une priorité. C'est dans ce contexte que nous voulons œuvrer ensemble avec vous au dé-

veloppement de nouveaux partenariats d'alignement, de gestion axée sur les résultats, de transparence et de redevabilité mutuelle ».

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

District Autonome du Grand Lomé

Trois cadres de l'administration en formation à Yaoundé

Dans le cadre d'une formation organisée par l'Agence Française de Développement (AFD) à Yaoundé au Cameroun, trois cadres de l'administration du District Autonome du Grand Lomé (DAGL) renforcent actuellement leur capacité sur le pilotage des collectivités locales.



● Vue partielle des participants à la formation de Yaoundé

● Joël YANCLO

La délégation du District Autonome du Grand Lomé (DAGL) District conduite par le Directeur des Affaires Financières, Gnama Kérézoué est composée du Directeur Adjoint des Ressources Humaines, Owoussou Panla, et de Dodzi Kossi Agbati, Environnementaliste à la Direction des Services Techniques (DST). Selon l'Agence Française de Développement, cette formation d'une dizaine de jours, destinée aux élus et cadres des collectivités territoriales des pays francophones dans lesquels elle intervient, vise à accompagner ces collectivités partenaires dans leur projet de territoire durable. L'Agence Française de Développement est un partenaire historique et privilégié de l'ancienne commune de Lomé, aujourd'hui District Autonome du Grand Lomé. Elle finance à hauteur de 9,2 milliards de francs CFA, la troisième phase du Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL III) dont la maîtrise d'ouvrage est confiée au DAGL. Le

District Autonome du Grand Lomé (DAGL), entité territoriale particulière dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est devenu l'autorité locale, représentant la ville de Lomé dans son ensemble. Première communauté de communes dans l'histoire du Togo depuis l'effectivité de la décentralisation, le « gouvernement local » de coordination à l'échelle métropolitaine a pour ambition, de renforcer l'attractivité et la compétitivité de la ville capitale, comme l'avait souligné depuis 2010, de nombreuses études (CDS Grand Lomé, SDAU, etc.) Pour rappel, depuis 2007, l'AFD s'est tourné vers une démarche d'octroi de prêts non souverains, c'est-à-dire des prêts octroyés directement aux collectivités locales ou aux unités décentralisées par opposition aux prêts souverains. Pour l'efficacité de cette démarche, il est primordial que les collectivités locales disposent des compétences et capacités nécessaires pour mieux accueillir ces fonds et

s'inscrire dans une logique de mise en œuvre efficace et efficiente des projets. De ce fait l'AFD se doit donc d'accompagner les collectivités locales dans un processus de renforcement de leurs capacités afin de faciliter sa collaboration avec ces dernières. Pour pallier au manque de capacités et faciliter la collaboration et le travail entre l'agence et les collectivités locales, la division CLD et le Campus du développement de l'AFD, ont décidé de créer un parcours de formation qui viendrait renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des cadres des collectivités locales des pays en développement mais surtout renforcer les institutions elles-mêmes. Le but de ce parcours est de pouvoir former tour à tour les cadres de l'équipe dirigeante des collectivités locales d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et d'Outre-Mer, en procédant à un renforcement de leurs compétences managériales et techniques.

Formation des acteurs agricoles

Intensifier la transformation du manioc au Togo

Pour améliorer la productivité et les rendements agricoles conformément à la feuille de route assignée au ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, une formation pratique est organisée à l'endroit des acteurs de la filière plantes à racines et tubercules au centre de recherche agronomique du littoral à Davié du 20 au 26 janvier 2021.



● Un formateur en démonstration

L'igname le manioc et la patate douce disposent d'un fort potentiel économique et font partie des filières prioritaires retenues dans le Programme national d'investissement agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN). Les filières plantes à racines et tubercules contribuent à la sécurité alimentaire des populations togolaises. L'igname, le manioc et la patate douce sont consommés sous diverses formes (foufou, galettes, etc...). Ils sont également transformés en divers produits dérivés (tapioca, gari, féculs/amidon, pain, frites...). Ces produits ont également un grand potentiel pour la production de la farine panifiable utilisable en boulangerie et pâtisserie. Pour améliorer la productivité et les rendements agricoles conformément à la feuille de route assignée au ministère de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, une formation pratique

est organisée à l'endroit des acteurs de la filière plantes à racines et tubercules au centre de recherche agronomique du littoral à Davié du 20 au 26 janvier 2021. Au total, quatre-vingt-quatre (84) acteurs venus des régions de la Kara, Centrale, Plateaux et Maritime ont bénéficié de cette formation. Dans le respect des mesures de lutte contre la propagation de la pandémie à corona virus, les participants, répartis en trois vagues ont été formés sur les techniques de multiplication et de conservation du matériel végétal de ces trois spéculations. A cette fin, les formations pratiques ont été complétées de sessions de pratique afin de rendre les bénéficiaires opérationnels dès cette campagne agricole 2021-2022. L'objectif général est de contribuer au développement de la filière plantes à racines et tubercules au Togo. La mise en œuvre de ces différentes actions contri-

bue à une transformation structurelle de l'économie pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents et induisant l'amélioration du bien-être social. Cultivés dans 35 préfectures sur 39 du Togo, le manioc l'igname et la patate douce sont des denrées les plus produites en volume et occupe plus de 15% de la surface agricole totale. Le potentiel existe mais les rendements sont très faibles. Parmi les causes de cette baisse de rendement figurent en bonne place le manque de matériel végétal de qualité, la disparition de certains cultivars/clones locaux liée aux difficultés de conservation. Ces différentes formations s'inscrivent dans une démarche globale de promotion des chaînes de valeur de la filière manioc afin de contribuer à l'amélioration des revenus et ainsi des conditions de vie des différents acteurs impliqués, en particulier en milieu rural.

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

**Validité de trois (03) mois**


OTR
 OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMISSARIAT GÉNÉRAL
 COMMISSARIAT DES IMPÔTS
 DES SERVICES FINANCIERS

REPUBLIQUE TOGOLAISE
 Travail - Liberté - Paix

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

IDENTIFIANT NUMÉRIQUE

N° 27 00000000000000000000

IDENTIFIANT NUMÉRIQUE (NIN)

AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

VALABLE JUSQU'À

31/12/2021

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

CONTRIBUABLE

NOM DU CONTRIBUABLE	00000000000000000000	NUMÉRIQUE
DÉNOMINATION SOCIALE	SPECIMEN 2021	
REGIME FISCAL	Régime TVA	
NOM DE L'ENTREPRISE	ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE ADMINISTRATIF	
ACTIVITE PRINCIPALE	INDUSTRIE	
ADRESSE PRINCIPALE	COMMISSARIAT DES IMPÔTS	
CIN	0	
SERVICE GÉNÉRAL DES IMPÔTS	CHARGE	

ADRESSE

BOITE	MARITIME	PREMIERE	Général
COMPLANT	Quartier	CENTRE	Département
QUARTIER	Quartier	BOITE	11 RUE DES IMPÔTS
TELEPHONE	22015123	BOITE	
PAIS		ADRESSE PRINCIPALE	11 RUE DES IMPÔTS
COULEUR		BOITE	

Est en règle avec l'Administration Fiscale au regard des impôts, droits et taxes dont il est redevable.
 Cette attestation est délivrée, sous réserve du droit de contrôle et de reprise de l'Administration Fiscale, près de l'Article 202 du Livre des Procédures Fiscales.

Fait à Lomé, le 05/01/2021

SEUL L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT FAIT FOI

45, rue des Impôts, Boite 01, 01000 Lomé - TOGO
 Tél : +228 22 24 46 111 / 111 111
 Email : otdr@otdr.tg

02020
 02020

02020
 02020

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Entrepreneuriat**Stimuler les femmes entrepreneurs africaines**

Un nouveau rapport de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) montre que combattre les écarts de niveau d'études peut stimuler les femmes entrepreneurs africaines.



● **Joël YANCLO**

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) a publié son rapport sur l'entrepreneuriat féminin, le 19 janvier 2021, qui étudie les données de dizaines de milliers d'entrepreneurs et d'entreprises africaines afin d'établir des liens existant entre l'éducation, l'accès au financement et l'amélioration de la productivité. Dans un premier temps, le rapport révèle que l'éducation est un facteur critique pour l'entrepreneuriat féminin productif en Afrique. Par exemple, les femmes ayant une éducation primaire ou moins sont 27 fois plus susceptibles d'être dans la catégorie de celles qui ont démarré une entreprise par nécessité que celles dont le niveau de scolarité est plus élevé en raison des opportunités. Ces femmes motivées par la nécessité manquent d'activités productives et innovantes susceptibles de transformer leurs entreprises. En comparaison, celles motivées par les opportunités sont plus susceptibles d'opérer dans des secteurs rentables et de créer environ 17 emplois supplémentaires au cours des cinq prochaines années. Ensuite, plus le niveau d'études des femmes est avancé et plus elles ont des chances de posséder un compte bancaire et d'épargner pour les affaires. Les femmes ayant fait des études secondaires sont 51 fois plus susceptibles d'avoir un compte bancaire et 22 fois plus susceptibles d'épargner que celles ayant un niveau inférieur. Enfin, les résultats montrent un lien positif entre l'accès au financement et les pratiques et performances commerciales des femmes. Les entreprises qui ont des crédits innovent davantage, achètent plus d'actifs et empruntent

plus aux banques que celles qui sont contraintes financièrement. La Directrice de la Division du genre, de la pauvreté et de la politique sociale, de la Commission économique pour l'Afrique, Mme Thokozile Ruzvidzo, déclare : « L'entrepreneuriat féminin est reconnu comme l'opportunité la plus importante encore sous-utilisée capable de produire une croissance économique durable et un développement social ».

Alors que l'Afrique est en tête dans le monde en termes de nombre de femmes entrepreneurs, elles créent en grande partie une entreprise par nécessité, ont tendance à être plus petites et font face à plus d'obstacles pour obtenir un soutien financier et des investissements. Mme Ruzvidzo ajoute : « Notre rapport en explique les causes et identifie des recommandations fondées sur des données probantes, qui guideront les gouvernements dans l'élaboration de politiques propices afin que toutes les femmes soient éduquées, compétentes et aient des ressources adéquates pour diriger, développer et soutenir des entreprises lucratives. « Le succès de l'entrepreneuriat féminin n'est pas seulement un catalyseur de l'autonomisation économique des femmes et de l'autosuffisance régionale, mais il est également essentiel pour se remettre des conséquences économiques de la COVID-19 ».

Les solutions

Le rapport recommande aux pays africains de se concentrer sur une éducation plus poussée des femmes au-delà de l'enseignement primaire et de faire appliquer les lois afin d'éliminer les obstacles à l'éducation tels que les mariages précoces et les grossesses. Il propose éga-

lement une formation professionnelle spécifique au marché, une formation aux compétences générales et techniques et des opportunités de mentorat qui préparent les jeunes femmes à un entrepreneuriat axé sur les opportunités et de grande valeur. En ce qui concerne l'accès au crédit, le rapport exhorte les gouvernements à réglementer les produits financiers sensibles à la dimension genre, y compris les solutions numériques, qui répondent aux contraintes auxquelles sont confrontées les femmes entrepreneurs, en particulier celles qui se trouvent au bas des chaînes de valeur. Il décrit en outre des incitations spéciales et des plans d'engagement afin de stimuler et orienter l'épargne des femmes entrepreneurs vers une économie formelle, ce qui peut instiller une habitude de contributions régulières. Par exemple, passer des clubs d'épargne rotatifs à des associations d'épargne et de crédit au niveau des villages peut aider les femmes rurales à accéder aux prêts et à rentabiliser des intérêts.

Le rapport identifie un besoin critique de proposer des produits d'assurance afin de protéger les entreprises appartenant à des femmes dans les zones rurales qui sont plus vulnérables aux crises climatiques et sanitaires. Enfin, il encourage les pays à promulguer des dispositions juridiques interdisant aux créanciers et aux pratiques culturelles de discriminer les femmes dans l'accès au crédit, à la propriété ou à l'héritage. Le « Rapport sur l'entrepreneuriat féminin : Éducation et financement pour un entrepreneuriat réussi en Afrique » est la première étude de ce type commandée pour la région.

Offensive post Brexit**CDC Group va investir 1 milliard de dollars dans les entreprises africaines**

Après le Brexit, le Royaume Uni poursuit son repositionnement en Afrique en reconstruisant des accords bilatéraux et en se positionnant dans le secteur privé. Ainsi, en marge de la conférence UK-Africa Investment, tenue le 20 janvier, la CDC a annoncé son engagement à investir à nouveau plus d'un milliard de dollars dans les entreprises africaines en 2021. Les marchés clés comme l'Égypte, l'Éthiopie, le Kenya, le Nigéria et les marchés frontières les plus difficiles sont ciblés.

Cet engagement permettra à CDC d'investir dans de nombreux entrepreneurs et PME africains prometteurs, et continuera à stimuler une croissance inclusive et la création d'emplois sur le continent, où plus de la moitié du portefeuille de l'institution est désormais investie. Les fonds seront investis dans les institutions financières, les infrastructures et le climat, les services, la fabrication, l'agriculture, l'immobilier et la technologie. En 2020, CDC a engagé plus d'un milliard de dollars en Afrique, l'accent étant mis sur la reprise économique du COVID-19. Le CDC a injecté des liquidités systémiques sur les marchés financiers, fourni des capitaux aux entreprises qui fournissent des biens et services essentiels, pris de nouveaux engagements envers les fonds africains et protégé les entreprises existantes pour les aider à maintenir l'emploi. Les investissements directs étrangers en Afrique devront diminuer de 30% en 2021. A ce propos, Nick O'Donoghue, PDG de CDC, a déclaré : « 2020 a été une année difficile pour les économies et



les entreprises africaines, qui ont été fortement affectées par le COVID-19. En tant qu'investisseur d'impact et DFI, CDC s'engage à fournir des investissements à long terme, en particulier dans les périodes difficiles. Alors que les IDE continuent de baisser, nous maintenons notre engagement inébranlable envers les entreprises africaines qui jouent un rôle de premier plan dans l'accélération du développement économique et humain de l'Afrique. Aux côtés de nos partenaires du Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement et du Département du commerce international, nous avons concentré nos efforts sur la préservation des gains de développement durablement gagnés au cours des vingt dernières années et sur le fait que la reprise de

l'Afrique après le COVID-19 soit inclusive et durable. « Le rythme d'investissement maintenu par les CDC fournit un financement contractuel à un moment critique pour le continent. L'activité d'investissement du fonds équivaut à une proportion toujours plus grande d'investissements directs étrangers en Afrique. Revendiquant le statut du grand investisseur de développement bilatéral au monde en Afrique, CDC a investi plus de 2,7 milliards de livres sterling dans des entreprises africaines au cours des trois dernières années. En 2019, les investissements de CDC ont soutenu plus de 320 000 emplois directs en Afrique, contribuant à près de 1,5 milliard de dollars de taxes aux économies locales.

Avec Financial Afrik

Covid-19**Surmortalité en Afrique**

«Le taux de létalité du coronavirus sur le continent s'élève désormais à 2,5 % des cas recensés contre 2,2 % à l'échelle mondiale», déclare John Nkengasong, directeur du Centre de contrôle et de prévention des maladies (Africa-CDC). En clair, dans la population infectée, l'Afrique accuse une surmortalité par rapport au reste du monde.



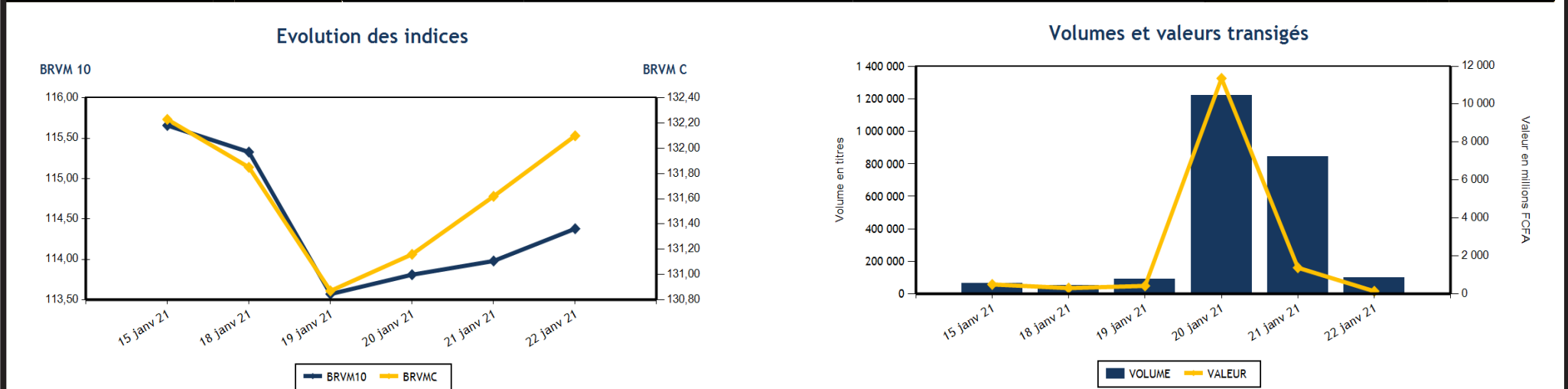
« Nous sommes en train d'assister à un retournement, a-t-il ajouté. C'est une des caractéristiques notables de la deuxième vague, que nous devons combattre âprement ». Entre autres exemples des 21 pays africains enregistrant une surmortalité par rapport à la moyenne mondiale, le

Soudan enregistre un taux de létalité de 6,2 % contre 5,5% pour l'Égypte. Selon les estimations de ce centre, le nombre de cas sur le continent a augmenté de 14 % par semaine lors du mois dernier. L'Afrique dénombrait vendredi 3.368.330 cas d'infection au nouveau coronavirus, selon le Centre africain de

contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), qui a ajouté qu'on avait recensé à ce jour 82.594 décès dus au COVID-19 et 2.824.960 guérisons. L'UA a annoncé la semaine dernière avoir commandé 270 millions de vaccins pour le continent, en plus de ceux prévus via le dispositif Covax, une initiative de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de partenaires privés pour un accès équitable aux vaccins. Des négociations sont « en cours » avec la Russie et la Chine pour commander des doses supplémentaires, mais « nous n'avons pas d'accord pour le moment », a rapporté M. Nkengasong.

Avec Financial Afrik

BRVM 10	114,38	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Afrique de l'Ouest BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 15 vendredi 22 janvier 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	132,10
Variation Jour	↑ 0,35 %		Variation Jour	↑ 0,36 %
Variation annuelle	↓ -12,61 %		Variation annuelle	↓ -9,13 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 969 154 951 256	0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	98 854	-76,54 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	131 258 900	-80,97 %
Nombre de titres transigés	39	18,18 %
Nombre de titres en hausse	17	13,33 %
Nombre de titres en baisse	8	14,29 %
Nombre de titres inchangés	14	27,27 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOGB CI (SOGC)	2 470	7,39 %	5,11 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	540	6,93 %	8,00 %
NESTLE CI (NTLC)	550	6,80 %	71,88 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 095	6,23 %	-31,75 %
SMB CI (SMBC)	3 600	5,88 %	16,88 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	37,77	0,48 %	4,19 %	71 039	21 309 665	74,34
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	359,43	0,15 %	-12,43 %	13 775	68 863 835	8,27
BRVM - FINANCES	15	54,54	0,63 %	-9,08 %	5 707	24 990 145	5,96
BRVM - TRANSPORT	2	336,93	-6,30 %	-11,03 %	51	71 265	5,93
BRVM - AGRICULTURE	5	95,56	4,39 %	10,42 %	7 549	15 214 440	7,58
BRVM - DISTRIBUTION	7	205,50	-0,39 %	-9,24 %	633	779 550	12,70
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	370,16	0,00 %	7,14 %	100	30 000	4,66
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,54	
Taux de rendement moyen du marché	8,28	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,62	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	84	
Volume moyen annuel par séance	195 259,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 221 633 231,26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 160 129 468 974	0,00 %
Volume échangé	1 132	938,53 %
Valeur transigée (FCFA)	11 204 700	969,85 %
Nombre de titres transigés	2	-50,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 375	-6,46 %	-11,29 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 055	-4,09 %	5,50 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 355	-2,87 %	-15,84 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	3 625	-2,03 %	-1,89 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	7 745	-1,96 %	-4,38 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,73	
Ratio moyen de satisfaction	16,28	
Ratio moyen de tendance	2 219,43	
Ratio moyen de couverture	4,51	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,52	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

États-Unis

Joe Biden plaide pour son plan de sauvetage

Joe Biden veut aller vite pour venir en aide aux nombreux Américains touchés par la crise économique et sanitaire qui touche actuellement les États-Unis.



Le président Joe Biden a dressé vendredi un sombre tableau de la crise économique et sanitaire «qui empire» aux États-Unis, tandis qu'il a signé des premiers décrets promettant une aide immédiate aux millions d'Américains sans emploi qui ont faim. Décivant une Amérique «qui souffre» et pressant démocrates comme républicains à «agir vite», le président a estimé que le bilan de l'épidémie de Covid-19 aux États-Unis, de plus de 400'000 morts actuellement, «pourrait atteindre bien plus de 600'000» décès. «Des familles ont faim. Des gens sont expulsés. Les pertes d'emplois grimpent à nouveau. Il faut agir maintenant», a martelé le président avant de signer deux décrets visant une hausse de l'aide alimentaire dans le pays et un renforcement des droits sociaux. Au surlendemain de son investiture, le nouveau président américain continue ainsi à égrener ses priorités à coup de décisions présidentielles.

Banques alimentaires débordées

En trois jours, il en aura pris près d'une trentaine. Joe Biden, qui veut aller vite, a vu aussi un membre-clé de son gouvernement être confirmé vendredi par le Sénat: le ministre de la Défense Lloyd Austin. Les votes sur les nominations des ministres des Affaires étrangères Antony Blinken et de l'Économie et des Finances Janet Yellen devraient suivre. «Un foyer sur sept en Amérique, un sur sept, et plus d'un sur cinq dans les foyers noirs et latino, rapportent qu'ils n'ont pas assez à manger», s'est exclamé Joe Biden. «Cela inclut presque 30 mil-

lions d'adultes et 12 millions d'enfants, et ils n'y sont pour rien. C'est scandaleux», a-t-il ajouté. Aux États-Unis, où les écoles fournissaient quotidiennement des repas aux élèves de familles pauvres, 12 millions d'enfants ne sont plus nourris dans les établissements. Quelque 600'000 personnes ont perdu leur emploi dans l'enseignement, a aussi souligné Joe Biden. Dans les villes, les files d'attente aux soupes populaires se sont allongées et les banques alimentaires sont débordées, y compris dans les banlieues aisées de la capitale fédérale Washington. Joe Biden va demander au ministère de l'Agriculture d'étendre et d'assouplir son programme d'assistance aux personnes et familles à faible ou aucun revenu (SNAP), qui a remplacé le programme des tickets alimentaires ou Food Stamps, lequel permettait aux familles à bas revenus de se procurer des produits alimentaires de base dans des magasins agréés. La carte électronique EBT (Electronic Benefit Transfer), ayant succédé aux tickets de 1, 5 et 10 dollars, devrait être augmentée de 15%. Actuellement, elle offre jusqu'à 5,70 dollars (5 francs) journaliers par enfant scolarisé.

«Plan de sauvetage»

Ces initiatives d'urgence précèdent «un plan de sauvetage» de l'économie qui va «s'attaquer à la pandémie et apporter une aide financière directe aux Américains qui en ont le plus besoin», a poursuivi le président faisant référence au plan d'aide de 1900 milliards de dollars (1680 milliards de francs). Il apporterait notamment, a ajouté le président, un verse-

ment direct de 2000 dollars (1770 francs) au total --dont les 600 dollars (530 francs) déjà fournis récemment sous l'administration Trump-- aux ménages qui en ont le plus besoin. Joe Biden, qui dispose d'une majorité très ténue au Congrès, a insisté sur le fait que ce plan «recevait l'appui bipartite d'une majorité de maires et de gouverneurs». «Même les firmes de Wall Street ont souligné son importance», a-t-il souligné citant une étude économique de Moody's qui affirme que le plan de sauvetage créerait 7,5 millions d'emplois cette année. «Je ne crois pas que ce sont des démocrates ou des républicains qui ont faim et perdent leur emploi. Je crois que ce sont des Américains (...) et on a les outils pour arrêter cela», a-t-il martelé.

Le chômage à 6,7% en décembre

Le nouvel hôte de la Maison-Blanche a rappelé que 16 millions d'Américains vivaient d'allocations chômage et que 14 millions d'entre eux étaient déjà en retard sur leurs loyers, risquant l'expulsion. Le second décret signé doit quant à lui améliorer les droits sociaux afin qu'il soit permis de refuser un poste, si celui-ci risque de mettre en péril la santé de l'employé, sans pour autant perdre ses droits au chômage. Parmi les mesures économiques immédiates, Joe Biden avait déjà pris un décret pour étendre le moratoire sur les expulsions de logements pour loyers impayés. En décembre, le chômage s'élevait à 6,7%, bien loin des 3,5% d'il y a un an, avant l'apparition de la pandémie.

(AFP)

Canada

Ottawa déçu par le blocage de l'oléoduc Keystone XL

L'un des premiers décrets signés par Joe Biden a bloqué le projet controversé de construction de l'oléoduc Keystone XL entre le Canada et les États-Unis.

Joe Biden s'entretiendra vendredi avec le Premier ministre canadien Justin Trudeau, qui s'est dit «déçu» par la décision du nouveau président américain de bloquer un projet d'oléoduc entre les deux pays, a indiqué mercredi la Maison-Blanche. Quelques heures après sa prise de fonction, Joe Biden a signé plusieurs décrets présidentiels dont l'un s'oppose au projet controversé de construction de l'oléoduc Keystone XL entre le Canada et les États-Unis. Les deux dirigeants «vont très certainement discuter des relations très importantes» entre les États-Unis et le Canada «ainsi que de sa décision sur l'oléoduc Keystone», a expliqué la porte-parole de la Maison-Blanche, Jen Psaki, soulignant que ce serait le premier échange du nouveau président avec un dirigeant étranger. Ce projet, soutenu par Ottawa mais critiqué par les écologistes, avait été lancé en 2008, annulé une première fois par Barack Obama pour des raisons environnementales puis remis sur les rails par Donald Trump pour des raisons économiques. La révocation du décret de son prédécesseur était une des promesses de campagne de Joe Biden, dans le cadre de son plan de lutte contre le changement climatique.

Les travaux suspendus

«Nous saluons l'engagement du président à lutter contre les changements climatiques, mais nous sommes déçus par sa décision à l'égard du projet Keystone XL», a réagi Justin Trudeau, quelques heures après avoir félicité le nouveau président. «Nous reconnaissons toutefois la décision du président de tenir

Aviation

Boeing promet des avions au carburant sans pétrole

Le géant américain de l'aéronautique entend mettre sur le marché d'ici 2030 des appareils dont l'impact environnemental serait fortement réduit.

Boeing s'est engagé vendredi à livrer des avions de transport de passagers pouvant voler avec du carburant sans pétrole d'ici 2030. Les industriels travaillent depuis plusieurs années sur la réduction de leur impact environnemental pour développer des carburants moins polluants ou des moteurs d'avions moins gourmands. Le premier vol d'un appareil utilisant un mélange de kérosène et de biocarburant a eu lieu en 2008. Boeing a depuis effectué des tests avec des aéronefs fonctionnant à 100% avec du «carburant



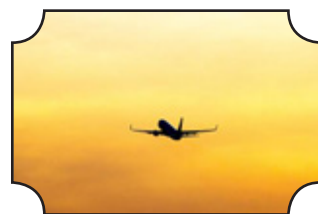
la promesse qu'il avait faite en campagne électorale», a-t-il ajouté. Justin Trudeau avait soulevé la question du pipeline lors d'un entretien téléphonique avec Joe Biden peu après son élection en novembre dernier. Le dirigeant canadien avait annoncé mardi qu'il comptait appeler le nouveau président américain «dans les prochains jours» à ce sujet. Le groupe canadien TC Energy, qui construit Keystone, a de son côté annoncé la suspension des travaux quelques heures avant la signature du décret par Joe Biden. Le groupe basé à Calgary, dans l'Ouest canadien, s'est aussi dit «déçu» par la décision du nouveau président américain, qui va entraîner «le licenciement de milliers de travailleurs syndiqués». Justin Trudeau, sous pression de l'opposition conservatrice et de la province pétrolière de l'Alberta frappée par la chute des cours de l'or noir, a rappelé que le Canada est «le premier fournisseur d'énergie des États-Unis».

800'000 barils de pétrole par jour

«À ce titre, nous contribuons à la sécurité énergétique et à la compétitivité économique des États-Unis et nous soutenons des milliers

d'emplois des deux côtés de la frontière», a-t-il ajouté. Le Premier ministre de l'Alberta (ouest) Jason Kenney a immédiatement dénoncé une décision «profondément inquiétante». «Ce n'est pas comme ça qu'on traite son ami et allié», a-t-il martelé lors d'un point presse, appelant à Ottawa à une réponse «forte et significative». Le Canada possède les troisièmes réserves prouvées du monde, principalement contenues dans des sables bitumineux de l'ouest dont l'exploitation est critiquée pour son impact environnemental. Le projet, désormais compromis, devait permettre d'acheminer dès 2023 plus de 800'000 barils de pétrole par jour entre la province canadienne d'Alberta et les raffineries américaines du Golfe du Mexique. TC Energy avait repris l'an dernier les travaux de construction sur la portion nord de l'oléoduc, longue de 1947 km, entre la frontière canadienne et l'État du Nebraska, ceux sur la portion sud vers le Texas étant déjà terminés. TC Energy estimait les coûts de ces travaux à 9,1 milliards de dollars américains (8,1 milliards de francs), dans ses plus récents résultats.

(AFP)



d'aviation durable» (SAF), indique le groupe dans un communiqué.

«Avions moins gourmands»

Ces combustibles sont produits à base de déchets végétaux, de déchets domestiques recyclés ou d'huile de cuisson usagés par exemple. Selon l'Association du transport aérien international

(IATA), les SAF peuvent réduire les émissions de CO2 de 80% par rapport au kérosène conventionnel sur l'ensemble de leur cycle d'utilisation. Les avions sont actuellement autorisés à voler avec un combustible contenant jusqu'à 50% de SAF. Mais pour «respecter l'engagement du secteur aérien à réduire ses émissions de carbone de 50% par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2050, les avions doivent pouvoir utiliser des carburants d'aviation 100% durables bien avant 2050», remarque Boeing.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-sub-items/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com
Conférence sur les développements de l'éducation en économie	1er au 3 septembre 2021	Royaume Uni	https://www.economicsnetwork.ac.uk/dee2021/submit

HOROSCOPE *finance*

Bélier Les secteurs de votre thème liés à l'argent ne seront influencés par aucune planète aujourd'hui. Votre équilibre financier ne devrait donc subir aucun changement. Ceux d'entre vous qui ont connu dernièrement quelques inquiétudes liées à des choix reposant sur des bases trop floues pourront cette fois y voir plus clair et prendre les bonnes décisions.

Taureau

Les affaires et le commerce bénéficieront aujourd'hui de l'appui des astres. En particulier, les achats, l'augmentation de votre garde-robe, les projets concernant des cadeaux à faire plus tard seront très favorisés, en ce sens que vous aurez d'excellentes idées et trouverez des aubaines.

Gémeaux

Votre équilibre budgétaire devrait être stable. A condition que vous ne preniez pas de risques excessifs. Pous-sés par la tension entre Uranus et Saturne, certains d'entre vous pourraient avoir l'idée de se lancer dans des acrobaties bour-sières plus que périlleuses. Or, étant donné le climat général du moment, vous courez beaucoup plus de risques de perdre votre chemise que d'avoir des chances de décupler votre capital

Cancer

Vu ce climat planétaire, votre situation financière devrait être stable. Mais bien sûr, si les astres ne vous menacent d'aucun problème indépendant de votre volonté, ils ne semblent pas non plus décidés à remplir par miracle votre bas de laine. Prudence, donc ; faites vos comptes avant toute dépense importante.

Lion Dans le contexte astral actuel, vous pourrez commettre des erreurs d'appréciation ou faire de mauvais calculs en matière financière. En tout état de cause, ne vous lancez jamais dans des projets qui se révéleraient au-dessus de vos moyens, aussi séduisants et enthousiasmants soient-ils.

Vierge

Vous serez empiêtré dans des difficultés pécuniaires apparemment inextricables. Ne perdez pas les pédales pour autant ! Dites-vous que bien des gens sont passés par là, à un moment ou à un autre. Réfléchissez pour trouver une bonne solution. En tout cas, les choses s'éclairciront et prendront une meilleure tournure dans quelques jours. L'essentiel sera de ne plus commettre les erreurs qui vous ont réduit à l'état actuel

Balance Dans le domaine matériel, vous serez sans doute plus à l'aise, soit que vous fassiez quelques bonnes affaires, soit que vous trouviez un travail plus rémunérateur. Il y aura en tout cas des projets positifs dans l'air.

Scorpion Vénus, l'une des planètes porte-bonheur du Ciel, sera bien aspectée, ce qui constitue un net indice de chance financière. Mais il y aura un bémol : Pluton en aspect défavorable pourra quelque peu contrarier l'action bienfaisante de Vénus. Si vous comptez sur une rentrée d'argent, il est possible qu'elle soit retardée. Attention, également, aux tentations dont vous serez la proie ; ne gaspillez pas vos économies pour des achats sans grand intérêt.

Sagittaire Excellente journée pour étudier de près l'état de vos finances. Vous pourrez faire davantage fructifier vos ressources, en étudiant de nouveaux modes de placement et en prenant quelques risques contrôlés.

Capricorne

Si vous êtes sur le point d'effectuer une importante transaction immobilière, vérifiez soigneusement que tout est bien en règle et qu'il n'y a aucun vice de forme. Vous éviterez ainsi une mauvaise surprise.

Verseau Cet aspect de Pluton laisse présager une diminution de vos ressources ou une augmentation de vos dépenses. Dans les deux cas, cela signifie qu'il va falloir restreindre votre train de vie, ce qui vous contrariera. Les mieux organisés d'entre vous s'en sortiront en renégociant un étalement de leurs dettes. Ceux qui jusque-là préféraient ignorer le problème pourraient se voir rappeler à l'ordre par leur banquier.

Poissons Neptune en cet aspect sera un facteur de chance et de protection sur le plan pécuniaire. Mais attention : il rendra très naïf. N'accordez pas votre confiance sans réflexion, sinon vous seriez la proie idéale pour des escrocs.

L'économiste du Togo
 Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com
 Site web: www.leconomistedutogo.com
 REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
 Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général
 Léonard DOSSOU
 +228 96 26 05 15

Administrateur délégué
 Anicet Carlos Oké

Directeur de publication
 Komlan KPATIDE
 00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef
 Joël YANCLO
 00228 97 78 79 07

Chef d'édition
 Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs
 Nicole ESSO
 Kodji GATOR JOE
 Vivien ATAKPABEM
 Junior OREDOLA
 Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale
 Madjé Wellda AKUE
 00228 97 25 84 84

Correcteur
 Michel Yao AYEVA

Graphiste
 Gisèle NOUDAÏKPON

Imprimerie
 J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée, puis se laver les mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de
coudes en cas de toux ou éternuement



LIMITER

les contacts proches, Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
ils toussent, éternuent ou ont de
la fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIEVRES, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTES A RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège: Agoé roue de la cour d'appel (derrière JPP institut)

Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail sentogo@mail.com Lomé

Togo / Vaccin anti-covid-19

Mise au point du gouvernement

Depuis quelques temps, de fausses informations sur la vaccination contre la COVID-19 circulent sur les réseaux sociaux et créent la peur et la désolation au sein de la population.



● Professeur Moustafa MIJIYAWA, ministre en charge de la Santé

Dans un communiqué rendu public, le ministère en charge de la Santé tient à informer toute la population togolaise que ce vaccin contre la COVID-19 n'est pas encore disponible dans notre pays. Il rappelle que plusieurs pays dans le monde et en Afrique ont déjà démarré la vaccination contre la Covid-19 et plus de 39 millions de doses de ce vaccin ont été déjà ad-

ministrées dans une cinquantaine de pays. « Le Togo, tout comme les autres pays, se prépare à introduire ce vaccin dans les prochaines semaines. Les modalités et la période de cette vaccination feront l'objet d'une communication officielle. Mais, l'on peut déjà retenir que cette vaccination contre la COVID-19, destinée aux adultes, ne concerne pas les enfants », précise le communiqué. Le Gouvernement exhorte encore une fois la population au strict respect des mesures barrières que sont le port des masques, le lavage des mains, et la distanciation physique.

Avec icilome.com

Sécuritaire routière

Le projet de permis de conduire pour motocyclistes refait surface

Alors que le nombre de cas d'accidents de la circulation est en hausse au second semestre de l'année 2020, le projet de permis de conduire pour motocyclistes en berne depuis l'an dernier « va revoir le jour », a averti jeudi le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehame.



Alors que 2 627 accidents de circulation, avec 3 734 blessés et 247 morts ont été enregistrés au premier semestre 2020, les chiffres de juillet à décembre de l'année dernière sont alarmants : 4 503 accidents de la circulation, 5 780 blessés et 335

morts sont signalés au second semestre 2020. C'est ce que le ministre en charge de la Sécurité, Yark Damehame et Affoh Atcha Dédji, ont indiqué le jeudi 21 décembre 2021, lors du point de presse bilan de la situation sécuritaire et des accidents de la circulation. Selon Yark Damehame, 70%

de ces accidents de circulation impliquent les motocyclistes. Face à ce constat, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile laisse à indiqué que le projet de permis moto « va revoir le jour ». Annoncé l'année dernière, le projet d'instauration de permis de conduire pour les motocyclistes a été mis en berne, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus Covid-19. Par ce projet, le gouvernement entend donner la culture du code de la route aux usagers d'engins à deux roues souvent impliqués dans les accidents de circulations. Objectif : réduire les accidents sur nos routes.

Avec icilome.com

CHAN 2020

Victoire du Togo face à l'Ouganda (2-1)

Battu lors de sa sortie dans ce CHAN 2020 face au Maroc (1-0), le Togo a remporté vendredi au Stade de la Réunification de Douala un premier succès (2-1) contre l'Ouganda durant sa deuxième sortie dans la compétition.

Les Togolais avaient l'occasion de montrer qu'ils pouvaient battre une grande équipe. Ils l'ont fait face aux Ougandais, vendredi soir et joueront leur qualification pour les quarts de finale du CHAN 2020 face au Rwanda mardi 26 janvier prochain à Limbe (19h00 GMT). Très offensifs au début, les Eperviers locaux du Togo perdent la possession du ballon, reculent et commencent à subir après le quart d'heure de jeu. Jouant très bas, par peur de se découvrir, les coéquipiers de Marouf Tchakei et de Gnama Akate attendent les joueurs de l'Ouganda et procèdent par contre-attaques. Il aura fallu attendre la seconde partie pour y avoir droit au spectacle grâce à un jeu bien ouvert des deux côtés. À la 49e minute, sur un corner Togo-



lais, le défenseur Ougandais, Paul Patrick Mbowe dévie la balle dans ses propres buts (1-0). Derrière l'ouverture des Eperviers locaux du Togo, la réaction des Crânes d'Ouganda sera immédiate car ils égalisent par le biais de Saidi Kyeyune qui d'une frappe sèche abat Abdoul-Moubarak Aigba (52e, 1-1). La rencontre va basculer en faveur du Togo à la 57e minute. Yendoutie Richard Nane récupère une balle en

profondeur, l'amortie avant de l'envoyer d'une volée du pied gauche au fond pour le but du 2-1. C'est cette avance qui permet de remporter le premier succès du Togo au CHAN. Au classement du groupe (C), le Maroc possède 4 points, suivi du Togo 3 points, du Rwanda 2 pts et de l'Ouganda, avec 1 point.

Avec panafrikanfootball.com

Real Madrid

La vieille garde du vestiaire a encore sauvé Zinedine Zidane

Une nouvelle fois sur la sellette au Real Madrid, Zidane a pu compter sur les cadres du vestiaire pour relever la tête.

Zinedine Zidane est malmené par la presse et les supporters mais le vestiaire est toujours derrière lui. C'est même toujours lorsque le coach madrilène est en pleine tempête que les grognards se serrent les coudes autour de lui. Après un nul en Liga contre Osasuna, et deux défaites en Supercoupe face à l'Athletic et surtout Alcoyano, modeste club de troisième division en Copa del Rey, la victoire était impérative lors du déplacement à Alavés ce samedi. Sans le Français présent sur le banc, touché en raison d'un test positif au Covid-19, le Real Madrid n'a pas tremblé. Ce sont surtout les cadres, ceux qui ont tout connu avec Zidane, notamment les vainqueurs en Ligue des Champions, qui ont répondu présents. Benzema s'est offert un doublé, Casemiro a marqué, Modric et Kroos ont retrouvé



des jambes. Toujours défendu bec et ongles depuis son arrivée par son entraîneur, Hazard a inscrit son premier but depuis le 25 novembre.

Les grognards ont encore répondu présents

«Zidane était très heureux de l'attitude et du jeu de l'équipe. J'ai félicité les joueurs comme il l'aurait fait. Il n'y a rien de spécial. Chaque match est une histoire différente. Je suis content des trois points et de la performance de l'équipe. Nous allons nous reposer et préparer la prochaine rencontre face à Levante» exposait David Bettoni en conférence de presse après

la rencontre, rejoint dans ses propos par Karim Benzema en zone mixte. «Ça a été un bon match qui nous fait du bien pour la confiance. Nous savons que chaque rencontre et chaque adversaire sont difficiles. Ce soir, nous sommes tous entrés sur le terrain avec l'envie de bien jouer et ça a été un bon match pour nous. Les buts, les centres et les passes sont le fruit du travail de chaque jour, ce soir tout s'est bien passé» s'est félicité l'attaquant, qui s'est permis de réchauffer la place de son entraîneur. Comme en octobre après les défaites contre le Shakhtar en Ligue des Champions et en Liga contre Cadix, puis en novembre contre Alavés déjà et ces mêmes Ukrainiens, le Real Madrid a su relever la tête dans les moments les plus tendus.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

COMMUNIQUE DE PRESSE



L'ARCEP édicte les nouveaux principes tarifaires applicables aux services des communications électroniques

LOME, Togo, le 22 janvier 2021

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), se fondant sur les prérogatives que lui confère le cadre réglementaire, a énoncé les principes de tarification juste et raisonnable qui doivent dorénavant régir les offres, prestations et services des communications électroniques, pour une meilleure transparence et comparabilité. C'est l'objet de la décision n° 011/ARCEP/DG/21 du 19 janvier 2021, notifiée le même jour à Togo Télécom, Togo Cellulaire, Moov Africa Togo, GVA Togo, Téolis SA et Café Informatique & Télécommunications, entrant en vigueur dès la présente publication et s'articulant autour des principes ci-après :

- i) **La transparence et la comparabilité des offres** disponibles sur le marché dont l'objectif visé, est de permettre aux consommateurs d'orienter leurs choix. Pour ce faire, l'Autorité de régulation oblige les opérateurs à communiquer aux utilisateurs, de façon claire et sans équivoque, les tarifs de base applicables en dehors de tout forfait ou promotion (quelles que soient les unités de tarification utilisées), par unité de valeur en F CFA, pour une minute de communication voix, par SMS et par mégaoctet. Il en est de même pour les tarifs des forfaits et des promotions qui doivent également mettre en évidence les tarifs réels appliqués par unité de valeur en F CFA. Par ailleurs, ceux-ci doivent également communiquer les tarifs de toutes les options permanentes relatives à chaque offre de base ainsi que tous les avantages y liés, sous quelque forme que ce soit.
- ii) **La durée de validité des recharges de crédit de communication au tarif de base sur une carte SIM**, est liée au cycle de vie de cette carte SIM, ce qui signifie que les recharges de crédit de communication au tarif de base ne doivent pas comporter de durée de validité au-delà de laquelle l'utilisateur perd le solde restant de son crédit. Autrement dit, le crédit sur une carte SIM ne peut plus être considéré comme expiré, tant que la carte SIM est active.
- iii) **La durée de validité accordée aux offres forfaits et promotionnelles** doit être raisonnable au regard du montant de souscription et clairement portée à la connaissance des consommateurs.
- iv) **Les frais appliqués pour les transferts de crédit de communication de compte à compte** entre consommateurs, ne doivent pas dépasser 3% du montant transféré.
- v) **L'accès du public aux services d'assistance clientèle des opérateurs** ne peut être facturé à plus de 20 F CFA par appel, et ce, quelle que soit la durée de l'appel.

Le non-respect de cette décision expose chaque contrevenant aux sanctions prévues à l'article 31 de la loi sur les communications électroniques ainsi que dans son cahier des charges. Pour rappel, cette initiative s'inscrit dans une démarche cohérente de l'Autorité de régulation qui ambitionne d'œuvrer, dans le cadre d'un processus global, pour une amélioration de la qualité de service et une diminution des coûts au bénéfice des utilisateurs finals.



4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP - BP 358 Lomé, Togo
Tél: +228 22 23 63 80 - Fax: +228 22 23 63 94 - www.arcep.tg - E-mail: arcep@arcep.tg